



Deuxième séance (*spéciale*)

Lundi 7 juin 2004, 10 h 40

Présidence de M. Ray Guevara

ALLOCUTION DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION MONDIALE SUR LA DIMENSION SOCIALE DE LA MONDIALISATION

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

C'est pour moi un honneur que de déclarer ouverte la deuxième séance de la 92^e session de la Conférence internationale du Travail. Il s'agit aujourd'hui d'une séance spéciale au cours de laquelle la Conférence aura l'insigne honneur d'accueillir quatre personnalités éminentes du monde politique. Je veux parler des deux coprésidents de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, Son Excellence M^{me} Tarja Halonen, Présidente de la Finlande, et Son Excellence M. Benjamin Mkapa, Président de la République-Unie de Tanzanie. Je veux parler également de Son Excellence M. Georgi Parvanov, Président de la République de Bulgarie, et de Son Excellence M^{me} Helen Clark, Premier ministre de Nouvelle-Zélande.

M^{me} Halonen et M. Mkapa ont présidé durant deux ans la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation et ils ont accompli une tâche ardue qui consistait à diriger un groupe très diversifié chargé d'étudier une question complexe et d'une actualité brûlante.

Tous deux ont présenté le rapport de la Commission mondiale au Conseil d'administration du BIT. Nous sommes flattés qu'ils aient accepté également de présenter ce rapport à la Conférence ce matin. Après la présentation du rapport, nous aurons l'honneur d'écouter le Président de la République de Bulgarie ainsi que le Premier ministre de la Nouvelle-Zélande qui nous donneront leur avis sur le rapport. Nous écouterons également les commentaires des représentants des partenaires sociaux. Il s'agit de M. Funes de Rioja, président du groupe des employeurs de la Conférence et Vice-président employeur du Conseil d'administration, et de Sir Roy Trotman, président du groupe des travailleurs de la Conférence et Vice-président travailleur du Conseil d'administration.

La présence de quatre hauts dirigeants venus de quatre régions différentes du monde symbolise l'intérêt mondial que suscite le phénomène de la mondialisation dont l'importance est telle qu'il doit être traité au plus haut niveau. C'est la raison pour laquelle l'OIT se félicite de rassembler aujourd'hui quatre représentants jouissant de la plus haute autorité dans leurs pays respectifs.

La présence en cette salle de chefs d'Etat et de gouvernement est un grand honneur pour l'OIT. Dans le même temps, cela implique pour l'Organisation d'être à la hauteur des responsabilités qui lui incombent pour ce qui est de mettre en application les recommandations formulées. Avant de donner la parole à nos orateurs distingués, j'aimerais rappeler que Son Excellence M^{me} Halonen, Présidente de la Finlande, a apporté à la Commission mondiale toute l'expérience qu'elle a acquise dans son pays ainsi que lors de son parcours international, tout au long d'une carrière politique dédiée à la lutte pour la justice sociale, l'égalité et la recherche de solutions qui permettent de combler les lacunes en matière d'emploi et de protection sociale. Elle a été une ambassadrice exceptionnelle de la Commission mondiale où elle a su créer une atmosphère d'équipe nécessaire pour parvenir à un accord entre les différents groupes d'intérêts. J'ai maintenant le plaisir de donner la parole à M^{me} Halonen.

Original anglais: M^{me} HALONEN (Présidente de la République de Finlande)

C'est un grand plaisir et un grand honneur que d'intervenir à la 92^e session de la Conférence internationale du Travail. L'OIT et la Conférence internationale du Travail sont uniques dans le système international multilatéral. En effet, les représentants des travailleurs et des employeurs participent à la coopération internationale sur un pied d'égalité aux côtés des représentants gouvernementaux. C'est ce qui fait la force particulière de l'OIT et conforte considérablement ses décisions et ses activités. Je remercie sincèrement l'OIT, la Conférence internationale du Travail, le Conseil d'administration et le Directeur général, M. Somavia, d'avoir eu le courage et la perspicacité d'instituer une Commission mondiale indépendante sur la dimension sociale de la mondialisation, et je vous remercie de m'avoir invitée à la co-présider avec le président M. Benjamin Mkapa de la République-Unie de Tanzanie, que j'appelle «cher Ben».

Ces deux années passées à la tête de la Commission mondiale sont certainement l'une des expériences les plus importantes et l'un des moments forts de ma vie professionnelle. C'est une expérience que je n'oublierai jamais. J'aimerais ici remercier tous les membres de la commission de leur excellente coopération et ces remerciements s'adressent tout particulièrement à mon coprésident, le président Benjamin Mkapa.

Notre commission a commencé ses travaux en février 2002 et notre rapport a été publié le 24 février

2004. Notre tâche n'a pas toujours été aisée. Les commissions sont souvent composées de personnes dont les avis convergent, tandis que la nôtre était essentiellement composée de personnes d'avis divergents. Elle comprenait 26 personnes venant d'horizons différents, ayant des points de vue politiques différents, originaires de régions différentes du monde et ayant leurs propres opinions très affirmées.

La commission malgré cela a été en mesure de publier un rapport conjoint unanime, ce qui dénote une attitude et un souhait nouveaux de trouver des réponses communes aux défis communs. Notre rapport prouve le pouvoir de la discussion et du dialogue. Chacun de nous aurait évidemment écrit un rapport différent en mettant l'accent sur des points différents. Ce qui importe c'est que notre rapport soit un rapport conjoint. Nous avons tous dû faire des compromis mais personne n'a dû renoncer à ses opinions profondes. La Commission a également organisé toute une série de consultations dans le monde entier. J'ai eu l'occasion de participer à des discussions régionales en Asie, en Afrique et en Europe ainsi qu'en Chine et dans mon pays, la Finlande. Ces consultations ont été précieuses car elles nous ont aidés à comprendre comment les gens ressentent la mondialisation en divers points du globe. Le rapport de la Commission mondiale a été bien accueilli par les gouvernements, les organisations internationales et la société civile. Les travaux n'en sont toutefois qu'à leur début. Nous n'avons pas l'intention que ce document soit une publication comme une autre. Nous avons l'intention qu'il s'inscrive dans un processus qui donnera visage humain à la mondialisation.

Tous ont un rôle à jouer dans cette entreprise. Le Directeur général, M. Juan Somavia, a préparé un excellent rapport sur les travaux de notre commission destiné à cette Conférence. Il insiste sur l'objet de l'OIT dans la promotion des travaux de la Commission mondiale. Il est d'une importance capitale que le travail décent soit un objectif mondial et que l'on puisse promouvoir une politique cohérente en matière de croissance, d'investissement et d'emploi. Tout ceci s'inscrit parfaitement bien dans le cadre des objectifs de l'OIT. J'espère que les participants à cette Conférence débattront du rapport du Directeur général avec le soin nécessaire et conféreront au secrétariat de l'OIT un mandat clair pour promouvoir les recommandations du rapport de la Commission mondiale.

Ces recommandations couvrent un champ beaucoup plus large que ce qui relève directement de la compétence de l'OIT. Toutefois, un chapitre contient des recommandations adressées aux États Membres et à la société civile, y compris au monde des entreprises et aux organisations d'employeurs et de travailleurs. Une autre partie distincte porte sur des questions relevant du domaine des organisations internationales. L'emploi et les mouvements transfrontières des personnes plus particulièrement ont retenu la plus grande attention dans les débats publics. Il est tout particulièrement important pour les pays en développement d'instaurer un nouveau type de mouvement transfrontière de personnes. Des millions de personnes se déplacent à court ou à long terme venant des pays en développement vers les pays développés ainsi que vers d'autres pays en développement. Je suis très contente de savoir que vos activités porteront également sur ce domaine lors de cette Conférence.

En ce qui concerne le système international, l'accent a été principalement mis sur la promotion du travail et des recommandations de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation dans le cadre des Nations Unies et de l'OIT. En avril, j'ai participé à la réunion conjointe de l'ECOSOC, des institutions de Brettons Woods et de l'OMC à New York. J'ai informé les participants des travaux de notre commission et de son rapport.

L'accueil a été positif à mon avis. Le Directeur général, M. Juan Somavia, participera à la session de fond de l'ECOSOC qui se tiendra à New York fin juin.

Le président Mkapa et moi-même avons l'intention de concentrer nos efforts pour mieux faire connaître le rapport et ses recommandations au printemps et cet été. Notre objectif est que la 59^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies approuve une résolution cet automne demandant à l'ECOSOC et à d'autres organes pertinents d'examiner le rapport de la commission et de faire rapport lors de la 60^e session de l'Assemblée générale.

A l'heure actuelle, nous élaborons un ordre du jour pour que la Finlande et la République Unie de Tanzanie présentent une résolution opérationnelle.

Nous avons également l'intention de faire en sorte que les institutions de Brettons Woods discutent du rapport de la Commission mondiale, et ce d'une manière appropriée. Des travaux sont en cours à cet égard. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont coopéré de façon active à la préparation de ce rapport. On m'avait demandé de faire une présentation du rapport devant la Banque mondiale, lors de sa réunion européenne, mais malheureusement je n'ai pas pu me libérer de mes obligations pour cela.

Il semble qu'il y ait une lueur d'espoir au sein de l'OMC. Le Commissionnaire européen au commerce, Pascal Lamy, a déclaré que l'Union européenne était prête en principe à renoncer aux subventions d'exportation à l'exportation pour l'agriculture, si d'autres étaient prêts à faire de même. Au niveau régional, la Commission européenne a préparé une communication sur notre rapport. Cette déclaration est positive et favorable, et la Commission européenne recommande que l'Union européenne discute minutieusement ces recommandations contenues dans ce rapport et en tienne compte dans ses activités internes et externes.

Le président Mkapa a informé, de même ses collègues en Afrique, du rapport de la commission, et je pense que l'examen de ce document figure également à l'ordre du jour du Sommet de l'Union africaine d'Addis Abéba en Ethiopie, qui se tiendra dans un mois. Mais naturellement vous entendrez mon collègue intervenir devant vous et il vous en parlera directement.

Lors du récent Sommet Union européenne/Amérique latine et Caraïbes, j'ai eu également l'occasion de parler de la Commission mondiale et des travaux de suivi.

La Finlande et la République-Unie de Tanzanie sont devenues très amies comme vous l'avez remarqué. Nous l'étions déjà, mais notre amitié s'est encore renforcée. Nous avons un projet conjoint pour promouvoir une mondialisation plus juste. Le Processus d'Helsinki. Ce processus vise à trouver des solutions nouvelles et efficaces aux problèmes de gouvernance mondiale. Il permet aux groupes

intéressés d'avoir des discussions de manière large et ouverte et de formuler des recommandations des recommandations pratiques que les différents acteurs pourront mettre en œuvre et promouvoir. Bien que le Processus d'Helsinki soit un processus séparé et indépendant, ses travaux sont en partie fondés sur les résultats de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation.

Il est également bon de parler des activités nationales. Je ne les connais pas toutes – et c'est pourquoi je citerai, à titre d'exemple, mon pays, la Finlande, qui prépare à l'heure actuelle une stratégie nationale en matière de mondialisation. Je pense que, d'ores et déjà, d'autres pays font de même. Il y a beaucoup d'informations sur les différentes questions qui sont des points importants pour tous les Etats comme la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. Nous aurons la possibilité d'en débattre au cours de la Conférence, j'en suis sûre.

Une fois de plus, l'OIT a fait preuve de courage et de perspicacité en instituant la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation. La commission a publié son rapport, mais, comme je l'ai dit, ce n'est là qu'un début. Rendre la mondialisation plus humaine prendra du temps. J'espère que les travaux de notre commission pourront s'intégrer dans le cadre de ce processus. Pour que les choses changent, il faut que nous sentions tous mobilisés. Je suis certaine que la Conférence internationale du Travail est prête à faire jouer son rôle pour promouvoir le changement. Le rapport du Directeur général constitue une bonne base pour conduire ces travaux. Je suis reconnaissante du privilège qui m'a été donné de coprésider la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation et je suis également reconnaissante de l'excellente coopération apportée par des gouvernements, des employeurs, des travailleurs et le secrétariat car, sans leur appui, notre commission n'aurait pu réussir dans son entreprise. J'espère que votre Conférence sera couronnée de succès. Merci.

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

Je voudrais maintenant inviter Son Excellence M. Mkapa, Président de la République-Unie de Tanzanie, à intervenir. M. Mkapa a mené une brillante carrière nationale et internationale commencée dans le journalisme et qui l'a amené jusqu'aux plus hauts niveaux de la diplomatie, carrière qui est couronnée par la présidence de la République qu'il assume pour un deuxième mandat. Pendant les travaux de la Commission mondiale, il a mis en pratique ses dons de communication. Il n'a cessé d'encourager les consultations et de faire en sorte que les travaux s'appuient sur un dialogue propice au consensus. Nous nous souvenons tous de son intervention brillante et de sa patience lors du dernier Conseil d'administration.

M. Mpaka, j'ai le plaisir de vous donner maintenant la parole.

Original anglais: M. MKAPA (*Président de la République-Unie de Tanzanie*)

La dernière fois que j'ai pris la parole à la Conférence internationale du Travail c'était le 12 juin 2001 sur le thème des pires formes de travail des enfants, qui sont une manifestation de la pauvreté et des aspects négatifs de la mondialisation. Je suis honoré d'être de retour cette fois avec mon amie et collègue la coprésidente de la Commission mon-

diale sur la dimension sociale de la mondialisation, la présidente Halonen de la République de Finlande.

Je la remercie de son énergie sans cesse renouvelée, de son enthousiasme contagieux, de sa volonté indomptable et de son humour vivifiant qui ont marqué les travaux de la commission, ainsi que de la puissante déclaration qu'elle vient de faire et à laquelle je souscris pleinement. Je me joins à elle pour vous présenter, au nom de tous les commissaires, le rapport de la commission préparé par le BIT. Je rends aussi hommage aux secrétaires de la commission et à tout le secrétariat qui nous ont secondés avec beaucoup d'efficacité tant pour fonder et constituer la commission que pour assurer le suivi de ses travaux. Le rapport porte un titre judicieux: *Une mondialisation juste: créer des opportunités pour tous*. Telle était en effet l'essence même de notre mandat. Il s'agissait d'explorer des moyens novateurs et durables qui intégreraient les objectifs économiques, sociaux et environnementaux pour faire de la mondialisation une force bénéfique pour tous les peuples dans tous les pays. Je crois que nous nous sommes acquittés de ce mandat avec toute la diligence et l'objectivité voulues. Je félicite le Directeur général du BIT, Juan Somavia, d'avoir pris cette grande initiative et d'avoir eu l'idée d'utiliser l'expérience unique de l'Organisation pour faire avancer le débat sur la mondialisation et le faire passer d'une situation de blocage et d'affrontement à une phase de dialogue et de coopération, également de reconnaître que tous les peuples et toutes les nations ont des droits et des responsabilités dans un monde de plus en plus marqué par l'intégration et constitué de réseaux. Le mouvement mondial antimondialisation englobe un groupe disparate uni dans sa compréhension et son expérience de l'injustice liée à la mondialisation, de l'injustice due à la pauvreté, de l'injustice liée à l'inégalité de chances et de résultats.

Les partisans de la mondialisation, par ailleurs, nous disent que la mondialisation est bonne pour le monde. Nous, au sein de la commission, pensons également que la mondialisation a un grand potentiel bénéfique. A vrai dire, elle a déjà beaucoup apporté de bien et peut en apporter plus encore. Tout ce que nous disons c'est qu'une nouvelle réflexion est indispensable pour veiller à ce que les aspects positifs de la mondialisation touchent un plus grand nombre de personnes. Sinon, cette mondialisation continuera d'être déséquilibrée sur le plan politique, intenable sur le plan matériel, indéfendable sur le plan moral et véritablement catastrophique sur le plan de la sécurité.

La mondialisation et les avis divergents la concernant me rappellent un proverbe éthiopien: «Une vache avait donné naissance à une boule de feu. Elle voulut la lécher mais elle se brûla; elle voulut l'abandonner, mais elle ne le put car c'était son propre bébé.» Le monde a donné naissance à cette boule de feu qu'est la mondialisation. Nous percevons et aimons son énorme potentiel et nous voulons lécher cette boule de feu, mais certains s'y brûlent. Et, pourtant, nous ne pouvons pas l'abandonner parce que c'est notre enfant. Les protagonistes de part et d'autre de ce débat doivent apprendre à travailler de concert pour s'assurer que nous puissions tous tirer profit de la mondialisation sans nous brûler.

Le principal atout de la commission était sa diversité en termes d'origine et de formation, d'expérience et d'intérêt de ses membres. Son prin-

cipal atout dans la pratique était de procéder à de vastes consultations et de voir la mondialisation à travers les yeux de la population. Son principal et son meilleur résultat c'est que des personnes venues d'horizons si divers et ayant des expériences si différentes ont pu traiter d'une question largement controversée, celle de la mondialisation, et aboutir à ce rapport largement consensuel que nous vous présentons aujourd'hui.

Pour l'Afrique, le rapport correspond aux aspirations de notre nouveau partenariat pour le développement africain, le NEPAD, qui lance une mise en garde, et je cite: «La pauvreté et l'arriération de l'Afrique sont en contraste flagrant avec la prospérité du monde développé. Le fait que l'Afrique demeure en marge du processus de mondialisation et qu'une majorité de ses peuples sont frappés d'exclusion sociale représentent une grave menace pour la stabilité mondiale.» Et, maintenant, j'aimerais citer Confucius, l'antique sage chinois: «Lorsque le pays est bien gouverné, la pauvreté est une honte.» Et je dis que, dans un monde qui cherche à être bien gouverné, la pauvreté doit être quelque chose qui inspire un véritable sentiment de honte.

Les gouvernements africains qui mènent une réforme démocratique sont constamment mis sous pression et doivent apporter la preuve que les marchés libres fonctionnent bien pour tout le monde. La pérennité des réformes en dépend largement. Il est de plus en plus difficile pour les pays africains et les autres pays en développement de fournir cette preuve, compte tenu de l'érosion des prix des produits de base qui grignote par contrecoup les revenus des agriculteurs. Tout en faisant très peu pour rembourser notre dette, nous avons encore moins pour investir dans le développement humain. Franchement, et c'est un point de vue personnel, pour les pays les moins avancés, toute dette, quel qu'en soit le montant, est insupportable. Chaque centime qui est versé pour assurer le service de la dette que nous devons aux pays riches, directement ou par le biais des institutions financières multilatérales, est un centime que nous ne pouvons pas consacrer aux Objectifs du Millénaire pour le développement, un centime dont nous avons cruellement besoin. L'annulation de la dette pour les plus pauvres est, à mon sens, la meilleure option. En outre, les pays développés doivent être à la hauteur des engagements en faveur de l'aide au développement, contractés au titre du Consensus de Monterrey.

Le rapport de la commission laisse entendre que la mondialisation doit commencer chez soi. Si nous voulons que les pays se développent, ils doivent être dotés de cadres d'action stables et solides; ils doivent épouser des politiques fondées sur le marché qui soient véritablement en faveur des pauvres. Ils doivent également encourager l'intégration dans l'économie mondiale et mettre l'accent sur un développement économique s'accompagnant d'une protection sociale, de travail décent et d'une bonne gouvernance démocratique à tous les échelons, y compris à l'échelon mondial. La mondialisation a bien des visages, mais le visage contre lequel la plupart des gens protestent est celui du commerce mondial, tel qu'il est actuellement préconisé et régi par l'OMC, et également celui de l'asymétrie du pouvoir à l'échelle du monde, incarnée par le G8.

Mon expérience est la suivante: même les opposants les plus virulents de la mondialisation reconnaissent son côté positif. Ce qui les pousse au dé-

sespoir c'est l'asymétrie du pouvoir, le fait de ne pas pouvoir faire entendre leur voix, les inégalités et l'injustice qui semblent si intrinsèquement liées au système actuel de gouvernance mondiale, et notamment du commerce international. Nous devons tous ensemble œuvrer à l'échelle mondiale pour que le commerce favorise le développement de tous les peuples et de tous les pays. Selon l'esprit de Doha, le développement mondial doit être un objectif et non pas un sous-produit du commerce mondial. Veillons à ce que cet esprit continue de souffler.

J'encourage les syndicats à continuer d'examiner la question cruciale de savoir comment réagir face aux réalités d'un monde qui se globalise et à ses répercussions sur le monde du travail. La mondialisation entraîne le monde dans des mutations auxquelles nous ne sommes pas préparés. Même le concept de travail et de lieu de travail est en train de changer. Des capacités intrinsèques d'adaptabilité et de flexibilité à tous les niveaux sont requises de toute urgence. Les clés en sont l'éducation, la formation et la connaissance.

Les perspectives de nombreux pays en développement sont compromises par un développement humain qui n'est pas approprié et que vient encore aggraver le spectre du VIH/SIDA, qui décime la main-d'œuvre, en particulier dans l'Afrique subsaharienne. Dans de telles régions, de nombreux pays auront besoin d'une aide importante de la part de la communauté internationale. En Afrique, nous attendons avec intérêt le Sommet extraordinaire sur l'emploi et la réduction de la pauvreté qui est prévu pour septembre 2004 à Ouagadougou. Ce sommet établira un lien politique important dans nos activités économiques en faveur du développement et de la réduction de la pauvreté. Ceci sera un moyen de construire une économie mondiale intégratrice.

Nombre de pays en développement sont décidés à s'engager dans cette nouvelle voie pour un meilleur avenir à leur peuple, mais pour cela les mandants tripartites doivent œuvrer de concert et constituer une large alliance pour déployer tout leur potentiel, qui doit également inclure le vaste potentiel des femmes.

L'un des moteurs de la mondialisation, ce sont les institutions multilatérales. Chaque organisation qui fait partie de ce système a son propre mandat et son propre champ d'activité opérationnelle. Mais, à mon sens, il existe un grave déficit de coalition coordonnée. Il n'y a pas de vision coordonnée de développement holistique entre ces institutions et c'est la raison pour laquelle je veux insister sur les recommandations formulées dans le rapport et tendant à créer un forum de politique sur la mondialisation entre l'Organisation des Nations Unies et les autres grandes institutions internationales, le but étant de rendre la mondialisation plus juste et d'inscrire dans la durée sa dimension sociale.

Le rapport indique ce qui, à notre sens, sont les tâches indispensables qui nous attendent si nous voulons que la mondialisation soit plus juste et si nous voulons que, malgré la diversité des cultures, davantage de peuples et de pays puissent bénéficier de ces processus, de ces opportunités et de ces résultats. Comme toute entreprise d'envergure à l'échelle mondiale, nous aurons besoin d'une volonté et d'une vision politiques. Ceux qui s'opposent aveuglément à la mondialisation ne nous aident pas plus que ceux qui la défendent tout aussi aveuglément. Si nous ouvrons les yeux et si nous devenons plus objectifs, nous verrons les multiples avantages

que nous offre la mondialisation et nous saurons en réduire les conséquences négatives. Oui, un monde meilleur est possible, il est à notre portée à nous tous si les dirigeants de notre monde trouvent le courage et la volonté nécessaires pour nous conduire dans cette voie.

J'aimerais, pour conclure, citer le poète et scientifique allemand Goethe, conclusion qu'il avait tirée il y a deux siècles. Je cite: «J'en suis venu à la conclusion effrayante que c'est moi l'élément décisif, c'est ma façon d'agir qui crée un climat, c'est mon humeur quotidienne qui fait le temps. J'ai un pouvoir formidable, celui de rendre la vie misérable ou joyeuse, je puis être un instrument de torture ou une source d'inspiration. Je peux humilier ou apporter de l'humour, blesser ou guérir. Dans toutes les situations, c'est ma réponse, ma réaction qui décide et qui me permettra de dire si la crise va prendre de l'ampleur ou s'amenuiser, si l'être humain est humanisé ou déshumanisé. Si nous traitons les gens comme ils sont, nous les rendons pires. Si nous les traitons comme ils devraient être, nous les aidons à devenir ce qu'ils sont capables de devenir.»

J'ai accepté d'être au service de cette commission parce que je crois que l'homme a la capacité de s'élever au-dessus des querelles de chapelle, de prendre le bon virage face à des choix difficiles et de promouvoir et célébrer la vision d'une famille humaine mondiale.

La mondialisation offre à l'humanité la possibilité de prendre les décisions les plus audacieuses de notre temps et, comme Goethe, je pense qu'il est en notre pouvoir de faire ce qui est juste. J'en appelle à vous tous, en vos capacités différentes pour accepter et appuyer le vœu de la commission et faire en sorte que la marche vers la mondialisation serve l'intérêt de l'humanité, qui nous est commun à tous.

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

Je voudrais maintenant présenter Son Excellence M. Georgi Parvanov, Président de la République de Bulgarie, ferme défenseur de la démocratie dans son pays, où souffle le vent de la modernité.

Le président Parvanov mène son gouvernement vers la stabilisation du marché du travail, l'amélioration de la sécurité sociale et l'harmonisation de la législation et des organes de dialogue social avec les modèles européens. L'OIT se félicite que la Bulgarie ait ratifié les huit conventions fondamentales du travail. Elle se félicite également des liens de collaboration qui ont été forgés avec la Bulgarie dans différents domaines d'activité. J'ai maintenant l'honneur de donner la parole à M. Parvanov, Président de la Bulgarie.

Original bulgare: M. PARVANOV (Président de la République de Bulgarie)

C'est un grand honneur pour moi que d'être ici et d'avoir ainsi la possibilité de discuter des aspects sociaux de la mondialisation devant un auditoire aussi prestigieux et compétent.

La mondialisation est un sujet qui depuis plus de dix ans retient l'attention, donne lieu à des débats passionnés et suscite parfois des controverses. Il faut surmonter ces divergences, car elles risquent sinon de s'intensifier et de déboucher sur une division durable entre pays et nations, division qui sera inévitablement préjudiciable à la sécurité, à la confiance et au développement partout dans le monde. C'est pour cela que je voudrais rendre hommage à l'OIT et au Directeur général du BIT,

M. Somavia, qui, pour la première fois, ont pris l'initiative de s'attaquer à ce problème dans son ensemble.

Je voudrais également rendre hommage au coprésident de la Commission mondiale, la Présidente de la République de Finlande, M^{me} Halonen, le Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Mkapa. Je tiens notamment à les féliciter pour le brio avec lequel ils ont su concrétiser leurs idées.

La grande réussite de ce rapport tient à ce qu'il présente les divers points de vue sur la mondialisation et les synthétise dans un discours commun d'une grande force, propre à nous donner l'espoir que c'est par le dialogue que nous pouvons construire un monde meilleur. Nous autres, chefs d'Etat, représentants des gouvernements, syndicats, organisations d'employeurs, de travailleurs, nous tenons là une chance: il nous incombe de la saisir, de tirer parti de ce remarquable travail et d'utiliser son enseignement pour la conduite des affaires de nos pays et de nos organisations.

Il est vraiment difficile de trouver des arguments pour s'opposer à la mondialisation. Les nouvelles technologies réduisent les distances et facilitent la communication entre les peuples. Les processus sociaux ont depuis longtemps transcendé les frontières nationales et il n'est désormais plus possible de les y réintégrer.

La question n'est plus aujourd'hui d'être pour ou contre la mondialisation mais de savoir si cette dernière, sous sa forme actuelle, est un véritable bien pour l'humanité. Je souscris entièrement à l'idée que la mondialisation doit comporter une importante dimension sociale, s'appuyer sur des valeurs universelles et être bénéfique pour tous les pays, sans exception. C'est d'ailleurs un point de vue que le rapport de la Commission mondiale défend de manière très convaincante. Il ne faut pas que la mondialisation se heurte à des obstacles. Il faut cependant qu'elle soit plus équitable et que son coût social soit acceptable. Les gouvernements et les entreprises doivent savoir qu'une politique sociale est une véritable garantie de stabilité. Nous n'avons pas le droit d'ignorer que les diverses formes d'extrémisme, notamment le terrorisme, s'alimentent de tous les problèmes sociaux non résolus – et il ne faut pas que nous comptions seulement sur la force, militaire ou autre, pour résoudre ces problèmes. La Bulgarie se félicite des propositions du rapport concernant le renforcement de la coopération internationale pour l'étude de l'évolution de la mondialisation. Dans toutes les organisations dont il est membre, mon pays œuvrera en faveur d'une active coopération internationale, fera fermement connaître sa position lorsqu'il s'agira de définir les politiques mondiales et de maintenir le dialogue politique dans le monde. Il y a deux ans, les idées contenues dans ce rapport auraient peut-être été considérées comme naïves; aujourd'hui encore, elles peuvent se heurter à un certain scepticisme; je suis cependant convaincu qu'elles pourront bientôt s'imposer et que, partout dans le monde, les politiques en tiendront compte.

J'approuve également résolument une autre idée présentée dans le rapport: je suis en effet persuadé que la coopération régionale est un instrument précieux qui doit permettre une distribution plus équitable des bénéfices de la mondialisation entre les pays, notamment en faveur de ceux dont les ressources sont limitées. La coopération régionale renforce les capacités des petits pays, plus faibles sur le

plan économique. Ceci est particulièrement vrai pour le Sud-Est de l'Europe, région que je représente aujourd'hui. La Bulgarie œuvre depuis longtemps à un renforcement de la coopération entre les pays de l'Europe du Sud-Est et a financé, à cette fin, de nombreuses initiatives. Au niveau interne, le rôle de chaque Etat est décisif lorsqu'il s'agit d'aller dans le sens d'une mondialisation plus équitable. C'est là que se pose la question du rôle de l'Etat et de ses institutions. Il s'agit de parvenir à un équilibre délicat: il faut, d'une part, que l'Etat n'intervienne plus directement dans les processus économiques, il faut, d'autre part, créer des institutions puissantes qui puissent garantir que les règles du jeu seront respectées – les règles qui s'appliquent à tous, employeurs et travailleurs. En ce qui concerne des pays comme la Bulgarie, j'estime que l'Etat ne peut ni ne doit renoncer à sa responsabilité sociale; il doit continuer de jouer un rôle actif dans de nombreux domaines de la vie publique, notamment pour ce qui est de créer un environnement macroéconomique stable, de mettre en place une infrastructure moderne, de faire reculer le chômage, d'œuvrer en faveur du travail décent ou de lutter contre la pauvreté.

Que ce soit par ses traditions ou par les perspectives qu'il a adoptées pour l'avenir, mon pays est attaché à l'existence d'organisations sociales vigoureuses et entend rester extrêmement vigilant à l'égard des problèmes sociaux qu'il rencontre.

Je me présente aujourd'hui en ma qualité de chef d'Etat d'un pays qui a réussi à être – et qui entend rester – un facteur de stabilité pour toute l'Europe du Sud-Est. La spécificité de la Bulgarie, et de ses voisins d'Europe du Sud-Est, réside dans le fait que la naissance de la mondialisation s'est produite au moment où commençait pour eux une période de transition très difficile – vers l'économie de marché, vers la mise en place de la démocratie. Le début de la mondialisation a également coïncidé avec le début de l'intégration européenne pour les pays de la région – certains des pays font déjà partie de l'Union européenne, d'autres se préparent à y entrer. Il nous faut reconnaître que, malgré tous les efforts que nous avons déployés, les réformes ont eu un coût social élevé pour la plus grande partie de la population. Aujourd'hui, mon pays fait partie des pays à économie de marché; le taux d'inflation y est relativement faible, et il jouit d'une stabilité tant politique qu'économique. A l'heure où nous menons les ultimes négociations avec l'Union européenne, nous nous rendons compte que nous avons pris le bon chemin.

Je sais également que le processus de négociations engagé avec l'Union européenne ne doit pas réduire à un examen et à un classement mécaniques des dossiers qui sont en jeu. Ce qui importe véritablement est que les pays d'Europe du Sud-Est puissent se doter de suffisamment de moyens pour s'adapter au modèle social européen et pour l'intégrer – ce modèle social dont le Directeur général, M. Somavia, a plusieurs fois rappelé le rôle clé qu'il allait jouer dans les efforts déployés par les organisations internationales pour orienter la mondialisation vers davantage d'équité.

Les propositions formulées dans le rapport de la Commission mondiale sont du plus haut intérêt, notamment celles qui concernent le renforcement du contrôle de la population sur les positions qu'adopte leur pays au sein des organisations internationales, ainsi que sur la nécessité d'une transparence accrue

au sein de ces dernières. J'attends avec impatience le moment où nous pourrions étudier ces questions, dans le cadre de la Conférence tripartite sur les aspects sociaux de la mondialisation qui se tiendra dans les mois qui viennent à Sofia, sous l'égide de l'OIT. Je vous remercie d'avoir accepté et appuyé ce projet. Pour conclure, je tiens encore une fois à remercier l'OIT, et tout particulièrement M. Somavia, ainsi que M^{me} Halonen, Présidente de la Finlande, et M. Mkapa, Président de la République-Unie de Tanzanie. Je les félicite de cette excellente initiative et de la haute qualité de leur rapport. Je tiens à vous assurer que la Bulgarie continuera de participer aux efforts déployés par la communauté internationale pour que la mondialisation soit plus équitable et profite à tous les pays. Je vous remercie de votre attention.

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

Je vous présente maintenant M^{me} Helen Clark, Premier ministre de la Nouvelle-Zélande. Dès le début de sa longue carrière politique, au cours de laquelle elle a également été ministre du Travail –, M^{me} Clark connaît donc fort bien la maison –, elle a toujours défendu avec la plus grande vigueur la cause de la paix internationale et a toujours lutté pour le désarmement. Au cours des cinq dernières années, sous sa direction le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a renforcé les normes minimales en matière d'équité et de sécurité dans le domaine de l'emploi, ainsi que des possibilités d'emploi.

La Nouvelle-Zélande est très attachée au concept du travail décent, et cela s'est traduit par diverses initiatives législatives en faveur de la participation des employeurs et des travailleurs, du congé payé de paternité, d'augmentations salariales importantes et d'égalité en matière de rémunération.

M^{me} Clark a encouragé le travail décent dans toute la sous-région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique. Je donne maintenant la parole à M^{me} Clark, Premier ministre de la Nouvelle-Zélande.

Original anglais: M^{me} CLARK (Premier ministre de la Nouvelle-Zélande)

Je remercie le Directeur général du BIT de m'avoir invitée à participer à ce panel gouvernemental ce matin.

Je commencerai par louer le Conseil d'administration du BIT qui a créé la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, et par féliciter les membres de la Commission mondiale pour le rapport complet et riche en informations qu'ils ont produit. Je l'ai lu avec un grand intérêt.

Le rapport procède à l'analyse du processus de la mondialisation à la fin du XX^e siècle; il examine les potentiels et les écueils en suggérant comment les Etats-nations, les institutions multilatérales et les acteurs de la société civile pourraient œuvrer ensemble pour garantir que la mondialisation crée des possibilités pour tous et pas seulement pour ceux qui sont déjà en situation de pouvoir.

Le rapport va bien au-delà des slogans souvent associés au débat sur la mondialisation; il reconnaît que le processus de la mondialisation va se poursuivre, mais que des changements de politique importants sont nécessaires aux niveaux national et international si ce processus veut véritablement contribuer à un monde plus juste. Le rapport définit les problèmes du XX^e siècle tels que les migrations de transfrontières massives pour lesquelles, à l'heure

actuelle, il n'existe pas de cadres multilatéraux adéquats.

Je parle aujourd'hui en tant que Premier ministre d'un petit pays occidental et d'une démocratie qui, il y a vingt ans, a procédé à des changements économiques profonds. L'expérience de la Nouvelle-Zélande correspond à la libéralisation du jour au lendemain décrite dans le rapport. Au milieu des années quatre-vingt, nous avons déréglementé notre économie, supprimé les droits de douane, éliminé les obstacles aux importations et privatisé de nombreuses entreprises publiques. La libéralisation économique des années quatre-vingt a donné lieu à des réductions de dépenses sociales et à des déréglementations du marché du travail.

Il ne fait nul doute que l'économie de la Nouvelle-Zélande se trouvait en difficulté au début des années quatre-vingt. Le rythme et l'ampleur des changements qui ont suivi ont donné lieu à de nombreuses controverses. Les changements intervenus en Nouvelle-Zélande se sont produits sans mécanismes d'ajustement, ce qui a causé de nombreuses perturbations sociales. Même au début du redressement économique des années quatre-vingt-dix, les effets se sont fait sentir de façon très inégale dans la société. Mon gouvernement a été élu à la fin de 1999 sur la base d'une plate-forme visant à établir un meilleur équilibre des politiques économiques et sociales. Nous avons œuvré pour renforcer la croissance de façon durable, faire de la croissance de l'emploi la première priorité, garantir les filets sociaux de sécurité et réglementer lorsque la déréglementation était allée trop loin. Le chemin sur lequel nous nous sommes engagés va de pair avec l'approche de la Commission mondiale visant à garantir que les bienfaits du progrès sont largement partagés.

L'expérience de la Nouvelle-Zélande a présenté un intérêt pour tous les pays parce que la Nouvelle-Zélande était à l'avant-garde de la libéralisation économique, parce qu'elle est allée plus loin que d'autres pays occidentaux et parce que les peuples de Nouvelle-Zélande ont voté pour un changement de direction afin de réaffirmer les valeurs traditionnelles de notre pays en matière d'équité, de chances et de sécurité.

Aujourd'hui, les résultats sont encourageants. Depuis que nous sommes au pouvoir, à savoir, depuis quatre ans et demi, la croissance économique avoisine 3,5 pour cent, et le chômage a considérablement baissé. Il y a cinq ans, le taux de chômage était de 7,2 pour cent; cette année, il est de 4,3 pour cent. Le gouvernement redéfinit et reconstruit le rôle de l'Etat dans une économie ouverte, alors qu'au XXI^e siècle, les gouvernements réglementent moins que par le passé. Les gouvernements ont des rôles importants à jouer et sont les seuls à pouvoir les tenir. Nous avons défini ces rôles comme étant ceux de direction, de partenariat, d'intermédiaire, de financement et d'établissement de dispositions quand cela est approprié. Nous pensons que les gouvernements ont une capacité unique à élaborer des stratégies et à donner un rôle à divers acteurs pour atteindre des objectifs communs. Dans une économie mondialisée, pour assurer à notre pays une place qui permette d'élever les niveaux de vie pour tous et de les maintenir, on ne peut compter sur les forces du marché. Cela nécessite des stratégies délibérées pour que le gâteau soit plus grand et équitablement réparti.

Le rapport de la Commission mondiale note que l'un des effets de la mondialisation a été de réduire la marge de manœuvre pour les politiques macro-économiques des Etats, mais qu'il y avait des instruments de politique qui pouvaient être utilisés. Notre gouvernement s'est occupé de créer ces instruments pour augmenter la marge de manœuvre nationale. Avec une population de seulement 4 millions de personnes, la Nouvelle-Zélande a un marché national restreint. Une économie ouverte signifie que tous les secteurs doivent être concurrentiels au plan international. Les Néo-Zélandais souhaitent que leur niveau de vie se maintienne parmi les plus élevés au monde; notre défi a été d'appliquer de nouveaux principes économiques dans tous les secteurs industriels pour que nous positionnions nos biens et services de façon plus cohérente à la meilleure place sur le marché et sur la liste des priorités. Notre gouvernement a adopté une stratégie de croissance par l'innovation concentrée sur la mise en place d'une main-d'œuvre compétente, sur l'augmentation des investissements pour la recherche et le développement et la commercialisation des innovations sur l'entrée plus rapide de nouveaux produits et services sur le marché; il a attiré les investissements étrangers dans des domaines qui augmentent les capacités de la Nouvelle-Zélande, et a promu ce que nous appelons les secteurs porteurs qui ont des avantages horizontaux dans toute l'économie et la société. Ainsi, le gouvernement et l'industrie ont des partenariats pour développer des stratégies visant à améliorer le secteur des techniques de communication et de l'information et, de cette manière, moderniser les processus des gouvernements, des entreprises, de l'éducation et de la société. Nous avons organisé une équipe spéciale pour promouvoir la croissance du secteur de la biotechnologie et pour veiller à ce qu'il ait des retombées dans le secteur primaire, l'industrie alimentaire et d'autres secteurs.

Nous avons encouragé la conception de produits et la création de marchés et nous avons créé notre industrie du film parce qu'il y avait là un débouché pour la Nouvelle-Zélande, parce que c'était un moyen de mettre en avant ce pays unique et créatif et parce que cela avait des retombées pour le tourisme et d'autres secteurs industriels.

En tant que gouvernement, nous avons agi sur la base de l'hypothèse qu'il ne saurait y avoir de retour en arrière de l'économie ouverte et nous devons assurer à notre population le niveau de vie le plus élevé que permet cette économie. Cela signifie œuvrer pour une économie qui peut assurer des salaires élevés et renforcer le secteur public. Notre objectif est que la Nouvelle-Zélande accorde la priorité à la qualité, la valeur et l'innovation plutôt qu'à la modération des coûts et à la médiocrité des qualifications.

Avec le développement de notre économie, nous avons été en mesure d'investir davantage dans l'éducation, dans les soins de santé et autres services publics ainsi que dans l'infrastructure:

Nous avons la volonté d'améliorer le salaire minimum, de légiférer pour avoir une semaine de congé supplémentaire pour les travailleurs, et de mettre en œuvre pour la première fois un droit à un congé parental payé pour les nouveaux parents.

Nous avons réformé la législation sur les relations du travail pour donner plus de poids à la négociation collective et permettre à la Nouvelle-Zélande de ratifier la convention (n° 98) sur le droit

d'organisation et de négociation collective, 1949, de l'OIT.

Cette année, nous avons dégagé des excédents budgétaires importants, ce qui nous a permis d'accorder des allègements fiscaux aux familles ayant des enfants à charge, à revenu faible ou intermédiaire. Le résultat serait de réduire d'un pourcentage allant jusqu'à 70 pour cent le nombre d'enfants dans les ménages vivant en deçà du seuil de pauvreté.

Nous avons été particulièrement sensibles aux effets de la mondialisation sur l'identité culturelle, ce qui nous a conduit à investir plus fortement dans les arts, la culture et le patrimoine culturel de façon à protéger, améliorer et promouvoir ce que nous avons d'unique et ce qu'il y a d'unique dans notre pays, en favorisant notamment le maintien de la langue et de la culture maori. Nous avons créé, entre autres cette année, une chaîne de télévision maori.

Nous avons également agi dans deux domaines importants traités dans le rapport de la Commission mondiale: le développement durable et le renforcement des gouvernements locaux. Nous avons maintenant un plan d'action pour le développement durable qui met l'accent en priorité sur le transport, l'alimentation en eau, les jeunes et le milieu urbain.

Nous avons ratifié le protocole de Kyoto acceptant notre part de responsabilité dans le ralentissement du processus de changement climatique qui doit être inversé.

Une nouvelle législation donne de plus grands pouvoirs aux gouvernements locaux et régionaux pour répondre aux besoins de leurs communautés et pour que soient élus de nouveaux conseils chargés de planifier et de superviser les services locaux de soins de santé.

Au plan national, nous avons donc pris de nombreuses mesures pour garantir non seulement que, à l'ère de la mondialisation, la Nouvelle-Zélande ait une économie forte et durable, mais également que cela accroisse le niveau et la qualité de toute notre population.

Bien évidemment, nous reconnaissons qu'il faut agir au plan international pour corriger les graves déséquilibres que dénonce la Commission mondiale.

La mondialisation a mauvaise presse dans de nombreux milieux car elle est jugée responsable de la perte d'emplois et de la disparition d'entreprises locales et parce que les règles régissant le commerce international semblent désavantager les pays en développement. Comme je l'ai dit, nous avons pris des mesures dans notre propre pays pour garantir à notre nation un créneau dans l'économie mondiale avec des biens et services novateurs qui ont une haute valeur ajoutée et nous garantissent un niveau de vie élevé.

Nous travaillons beaucoup avec les pays exportant des produits agricoles et qui partagent nos points de vue pour un meilleur traitement de l'agriculture dans le cadre du Cycle de négociation de Doha pour le développement conduit par l'OMC.

L'Union européenne a récemment fait savoir qu'elle était prête à négocier et à supprimer les subventions à l'agriculture; cela est très encourageant bien qu'elle n'ait encore guère progressé dans l'ouverture des marchés agricoles.

L'an dernier, lors de la réunion ministérielle de Cancún, l'OAC tenue à la frustration des pays en

développement face à l'injustice des règles commerciales a atteint un paroxysme.

La réunion a donc échoué et n'a abouti à aucun résultat concret. Cela montre clairement au monde développé que le Cycle de Doha ne saurait être conclu avec succès s'il n'y a pas de gains importants pour les pays en développement.

Mais ce n'est pas seulement l'OMC et les règles du commerce international qui nécessitent un changement. Comme le rapport l'indique, les institutions de Bretton Woods favorisent les intérêts des pays développés et le Conseil de sécurité des Nations Unies reflète toujours l'ordre international de 1945.

En outre, le pouvoir de régir les destinées de la communauté internationale reste entre les mains de clubs encore plus exclusifs, qu'il s'agisse du G7, du G8, de l'OCDE, ou même de l'Union européenne, auxquels incombe une obligation particulière car ils doivent réfléchir aux responsabilités étendues qu'ils ont au plan mondial, comme l'a fait le G8 ces dernières années avec son nouveau partenariat avec l'Union africaine pour le développement.

Le rapport de la Commission mondiale relève le manque de cohérence et le cloisonnement entre les organisations multilatérales et celles qui œuvrent dans les domaines du commerce des finances, de la santé, des questions sociales du travail et du développement, toutes ces institutions travaillant souvent en parallèle.

C'est un phénomène que les Etats-nations doivent examiner de près, car ce que nous appelons des mentalités de «silo» peuvent apparaître au sein des ministres et des organismes publics s'acquittant chacun de leurs propres missions.

En Nouvelle-Zélande, nous avons délibérément œuvré pour que le gouvernement adopte une approche d'ensemble qui fait la synthèse des efforts déployés par les diverses institutions. Une démarche semblable serait souhaitable au niveau international.

Le défi principal que pose la Commission mondiale est d'envisager une réforme de la gouvernance mondiale afin de garantir que la mondialisation fonctionne selon des règles équitables en offrant des possibilités et un travail décent pour tous. Reconnaissant que des réformes de ce type ne sont pas faciles à entreprendre, le rapport commence par préconiser des mesures fondées sur le dialogue. Les institutions des Nations Unies, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et l'OIT sont ainsi invitées à œuvrer ensemble sur la croissance mondiale, sur l'investissement et sur la création d'emplois, dans le cadre de ce qui est dénommé une initiative de cohérence des politiques.

Le discours prononcé ce matin par la Présidente de la Finlande donne à penser que ces organisations ont déjà manifesté un intérêt constructif pour le rapport de la Commission mondiale.

En outre, un dialogue pour l'élaboration des politiques est préconisé entre les institutions multilatérales et les acteurs non publics afin qu'ils trouvent les voies d'une mondialisation plus intégratrice. La proposition selon laquelle l'OMC et l'OIT devraient prendre l'initiative de créer un forum de la politique de mondialisation est très utile car il servirait de plate-forme pour établir un dialogue durable entre les différentes parties prenantes.

Ce rapport devrait être accueilli favorablement car il introduit un nouveau sens de l'urgence dans le débat sur la manière d'orienter les forces de la mondialisation dans une direction toujours plus positive.

Au niveau multilatéral, la mondialisation a été gérée par les institutions financières et commerciales au sein desquelles les déséquilibres de force au niveau international ont été les plus importants.

Le moment est venu non seulement de se pencher sur les inégalités existant dans ces institutions et dans les règles qu'elles établissent, mais également de se concentrer plus sur les résultats économiques et sociaux de leurs travaux. Comme l'indiqué le rapport de la Commission mondiale, la libéralisation du commerce, par exemple, doit être considérée non pas comme une fin en soi, mais comme un moyen de favoriser la croissance économique, le plein emploi et l'élimination de la pauvreté. Une mondialisation juste peut donner de nouvelles possibilités à ceux qui ont été marginalisés et tenus à l'écart du pouvoir.

Je partage l'optimisme de la Commission mondiale, à savoir qu'il est possible d'étendre les bienfaits de la mondialisation à plus de personnes et de mieux les partager au sein des pays et entre eux en laissant beaucoup plus de voix s'exprimer et influencer sur son déroulement.

Permettre que des disparités encore plus marquées se créent entre les nations et en leur sein ne peut que générer des conflits et des tensions internationales.

Le germe de la paix ne pourra se développer si l'on ne s'attaque pas à ces questions socio-économiques fondamentales. Cette tâche fait partie intégrante du mandat de l'OIT, que j'encourage dans ses efforts pour engager d'autres parties du système multilatéral – officielles et informelles, Etats-nations et société civile – dans une action concertée visant à garantir que la mondialisation profite au plus grand nombre.

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

M^{me} Clark nous a fait part de son expérience réussie à la tête de son gouvernement et de sa vision de la mondialisation. Nous apprécions hautement son intervention et, comme vous pouvez le constater, l'égalité entre les sexes est absolue puisque parmi les quatre personnalités éminentes qui nous honorent de leur présence figurent deux hommes et deux femmes. J'espère qu'il continuera d'en être ainsi à l'avenir.

Comme vous le savez, l'OIT est une organisation tripartite, c'est ce qui la singularise dans le système des Nations Unies. Du point de vue institutionnel, le tripartisme est un élément essentiel de la structure de l'OIT mais ce concept n'a rien de statique car nous avons sans cesse le souci de le renforcer, concrètement, grâce au dialogue social. En vertu de ce principe, j'ai maintenant l'honneur de donner la parole aux représentants des partenaires sociaux, en commençant par par M. Funes de Rioja, président du groupe des employeurs du Conseil d'administration.

Original anglais: M. FUNES de RIOJA (*délégué des employeurs, Argentine*)

C'est pour moi un grand plaisir de vous faire part de quelques-unes de mes réflexions sur le rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, commission à laquelle j'ai eu le privilège de participer.

Je suis particulièrement heureux de voir nos collègues de la commission, en particulier ses deux coprésidents, M^{me} Halonen et M. Mkapa, qui ont su avec beaucoup d'habileté nous amener à élaborer collectivement un rapport final. La tâche fut diffi-

cile, c'est vrai, mais grâce à leur persévérance, à leur travail acharné et, aussi, à leur sens de l'humour, nous y sommes parvenus.

J'aimerais maintenant intervenir sur le rapport proprement dit. Sa principale caractéristique est que c'est la première fois qu'une commission composée d'individus venant d'horizons aussi divers s'est réunie pour examiner la question de la mondialisation. Et, plus important encore, qui a su indiquer que la mondialisation a eu des effets bénéfiques considérables et a un grand potentiel dans le domaine du développement économique, politique et social. C'est un résultat tout à fait louable.

Les entreprises ne seront peut-être pas d'accord avec tous les aspects du rapport et peut-être que, si ce rapport avait été rédigé du point de vue des entreprises, il aurait été différent. Toutefois, tout bien pesé, à la suite de la conclusion des travaux de la commission, je suis plus optimiste pour l'avenir et je pense qu'il existe maintenant la possibilité de faire avancer le débat et de le placer à un niveau plus dynamique et plus engagé. Je pense qu'il faut saisir cette occasion.

Le message essentiel du rapport c'est qu'un grand nombre de pays ne bénéficieraient pas des avantages de la mondialisation et que celle-ci a un potentiel en matière de développement économique, politique et social et pourrait permettre aux pays en développement d'échapper à la pauvreté. Il est également important de rappeler que ce rapport permet de guider le débat mondial sur la mondialisation. Les conséquences de la mondialisation, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, dépendent beaucoup de la façon dont les valeurs qui fondent les choix politiques et économiques sont comprises, acceptées et mises en œuvre par tous les acteurs de la société, qu'il s'agisse des pouvoirs publics, des entrepreneurs, des syndicats ou des responsables de la société civile. C'est en abordant la mondialisation sous l'angle de ces valeurs que nous avons le plus de chance de faire en sorte que cette dernière fonctionne pour tous.

Le prolongement de ce concept, c'est le lien qui existe entre l'économie de marché et la démocratie, lien que la commission a examiné dans son rapport. L'ouverture économique n'est pas durable d'une façon satisfaisante sans institutions démocratiques et sans mesures pour l'appuyer. Démocratie et économie de marché sont liées l'une à l'autre et sont la clé de l'inclusion dans la mondialisation. Nous devons examiner les insuffisances du modèle de l'économie de marché démocratique et faire en sorte que ce modèle soit accessible à tous. Pour y parvenir, nous devons répondre à des questions difficiles: Qu'est-ce qui fait que ce modèle fonctionne dans certains pays et pas dans d'autres? Que doivent faire les acteurs pour que ce modèle soit bénéfique pour toute la société?

La principale raison de l'exclusion de la mondialisation est peut-être la mauvaise gouvernance. Le rapport insiste beaucoup sur cette question. Les principales conditions nécessaires à l'investissement, au développement et à l'inclusion sont, par exemple, des dépenses publiques productives consacrées aux infrastructures, au développement humain, à la santé, à l'éducation, à la formation. Il faut également une gouvernance ouverte et transparente, il faut que la politique économique soit axée sur le développement économique. Il faut aussi un cadre réglementaire approprié pour favoriser l'esprit d'entreprise et la croissance des PME. Il

faut enfin que les centaines de millions de personnes qui travaillent dans le secteur informel puissent passer au secteur formel et y rester. Il faut aider les jeunes à trouver la possibilité de développer leurs aptitudes et leurs qualifications. Voilà certaines des clés du développement économique et social. A cet égard, les organisations d'employeurs ont un rôle crucial à jouer. Le rôle du secteur privé pour promouvoir les investissements et lutter ainsi contre l'exclusion est aussi l'un des éléments importants des recommandations de la commission.

Je crois fermement que si nous voulons miser sur le secteur privé et le mobiliser en faveur du développement, le rôle des organisations nationales d'employeurs est crucial, comme l'est celui des entreprises, dans le développement économique et la création d'emplois. De plus en plus, ce message a un large écho dans l'ensemble du système multilatéral. Tout récemment, nous l'avons constaté dans le rapport du PNUD intitulé: *Libérer l'entrepreneuriat: mettre le monde des affaires au service des pauvres*. C'est un message qu'il faut saisir.

Au niveau international, les entreprises ont besoin d'un système multilatéral caractérisé par la complémentarité et qui fonctionne de manière fluide dans différents domaines qui se chevauchent parfois mais pour lesquels les compétences nécessaires demeurent différentes.

Lorsque, au sein du système multilatéral, les mandats se superposent, c'est la voie de l'incohérence et de l'échec. Le système multilatéral actuel doit être doté de plus de ressources. Il doit aussi pouvoir réagir plus vite et éviter les chevauchements et la mauvaise gestion. C'est pourquoi nous demandons une plus grande coordination politique dans le système international.

L'un des éléments intéressants qui est ressorti des recherches qui ont été menées pendant les travaux de la Commission mondiale, c'est que les gens ne sont pas contre la mondialisation, mais ont des avis très tranchés sur certains aspects de la mondialisation. Je pense qu'il s'agit là d'une différenciation importante qui devrait servir de point de départ aux initiatives visant à modifier le système multilatéral. Mais, pour réussir, tout processus de changement doit pouvoir compter sur des dirigeants compétents aux niveaux local, national, régional et mondial, des dirigeants qui cherchent à créer un système de valeurs pour leurs citoyens, qui savent quand il faut promouvoir des changements qui savent adapter leurs politiques, et surtout des dirigeants qui assument les responsabilités de leurs actes.

Pour conclure, je réaffirmerai combien je remercie les coprésidents, M. Mkapa et Mme Halonen, qui ont su conduire avec beaucoup d'habileté les travaux de la commission pour l'amener à une conclusion heureuse et pour élaborer un rapport qui a permis de refléter des points de vue différents. La principale réussite de cette Commission mondiale, c'est peut-être qu'aujourd'hui nous sommes sortis des débats qui étaient fondés sur l'affrontement. D'ailleurs, le rapport souligne que si nous voulons parvenir à une mondialisation qui fonctionne pour tous, il faut entamer un débat collectif, écouter les différents points de vue et rechercher les moyens d'avancer de façon constructive.

(L'orateur poursuit en espagnol.)

J'aimerais terminer en espagnol. Franchement et personnellement, je tiens, au nom du groupe des

employeurs, à remercier le président Mkapa et la présidente Halonen non seulement parce que nous avons beaucoup appris ensemble, mais aussi parce que nous avons apprécié les débats au sein de la commission, surtout en raison de l'attention réciproque qui les a caractérisés. Je tiens à manifester la satisfaction de mon groupe qui a eu l'occasion de participer à ce débat avec d'éminents chefs d'Etat et de gouvernement. Enfin, je tiens à dire au Directeur général et à son équipe que nous apprécions hautement son initiative et que, surtout, nous remercions le Directeur général du secrétariat qui a été mis à notre disposition. Mesdames et Messieurs, un débat stimulant, approfondi, a nourri la réflexion des employeurs. Nous sommes prêts à participer à ces travaux, nous sommes prêts à honorer nos engagements, nous sommes prêts à défendre les valeurs de l'OIT ainsi que son action dans le contexte de la mondialisation.

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

Nous allons maintenant entendre la voix des travailleurs. Je donne la parole à Sir Roy Trotman, président du groupe des travailleurs du Conseil d'administration.

Original anglais: M. TROTMAN (délégué des travailleurs, Barbade)

Les membres du groupe des travailleurs et moi-même sommes heureux d'accueillir à cette Conférence, les Présidents de la Finlande, de la République-Unie de Tanzanie, de la Bulgarie et aussi le Premier ministre de la Nouvelle-Zélande. Nous les remercions de leur courage et du soutien qu'ils ont apporté aux travaux de l'OIT et plus particulièrement à la création de la Commission mondiale qui se présente devant nous aujourd'hui.

La mondialisation existe, c'est un fait et nous ne pouvons espérer la faire disparaître. De même, il est indéniable que la mondialisation a apporté beaucoup de souffrance, d'angoisse et de douleur, mais cela n'était pas le but que poursuivaient ceux qui ont instauré cet ordre économique mondial. Et, à mon sens, ce n'était pas non plus le but des penseurs et des planificateurs de la Banque mondiale ou du FMI.

Le travail de la Commission mondiale a pour but de mettre ces contradictions en perspective, de formuler un ensemble de recommandations visant à inverser le cours des choses de telle sorte que la mondialisation soit – pour reprendre les termes du Directeur général – une force qui contribue à une évolution positive.

Les travailleurs du monde entier ainsi que leurs familles attendent chaque jour avec angoisse les nouveaux sacrifices qu'on va leur demander et cela aussi bien dans le Nord que dans le Sud. Par conséquent, je crois que les commissaires ont fait preuve de courage en imputant les problèmes actuels à la cupidité et à un manque de sensibilité à l'échelle mondiale. Ils nous ont mis, tous autant que nous sommes, au défi de prendre la mesure de l'interdépendance qui caractérise aujourd'hui les relations mondiales. Ils savent comme nous que si les pires formes de pauvreté et de misère ne disparaissent pas il n'y aura jamais de paix ni de prospérité dans le monde. C'est pourquoi je tiens à ajouter que malgré toute l'admiration que j'éprouve pour mon homologue, M. Funes, je ne peux être d'accord avec lui quand il nous dit que la gouvernance est l'unique facteur à prendre en considération.

Par exemple, dans les Caraïbes, où nous avons, me semble-t-il les institutions les plus démocratiques au monde, ce dont je ne crois pas devoir m'excuser, le problème existe bel et bien comme partout ailleurs. Je pense donc que les difficultés dont nous parlons sont le résultat de déséquilibres naturels et d'autres qui sont causés par l'homme. Et c'est pour cela que nous remercions vivement la commission des recommandations qu'elle formule en ce qui concerne l'action à entreprendre.

Au sein de l'OIT, le groupe des travailleurs estime que rien ne sert de continuer à ressasser le passé et que le moment est venu d'agir. En effet, comme l'a dit le président Mkapa, la mondialisation peut potentiellement être d'un grand secours au plus grand nombre, pas seulement à quelques-uns. Dans ces conditions, pourquoi ne recommencerions-nous pas de zéro? En annulant toutes les dettes que quiconque a contractées à notre égard et en demandant aux gouvernements de faire de même.

Reconnaissons en outre qu'il est nécessaire de définir des normes communes à tous et que tous doivent être disposés à respecter ces normes. Tenons dûment compte des pays qui, pour une raison ou une autre, souffrent de handicaps et soyons prêts à les aider à devenir véritablement compétitifs en recourant à l'action positive. Enfin, donnons les moyens d'agir à l'Organisation internationale du Travail parce que nous avons absolument besoin d'un organisme intègre pour veiller à ce que les normes susmentionnées soient effectivement respectées et appliquées.

Certains orateurs ont dit que ce rapport fait partie intégrante d'un processus qui a pour objectif de donner un visage humain à la mondialisation et rien de ce que je pourrais dire ne modifierait cette position. Notre tâche consiste à faire en sorte que le rapport de la Commission mondiale aboutisse à des résultats concrets.

Le groupe des travailleurs considère qu'il s'agit là d'une chance à saisir. Nous sommes prêts et nous entendons le démontrer chaque jour. Nous espérons que chacun prendra le même engagement et agira en conséquence. Que chacun assume son rôle!

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

Nous avons entendu la présentation du rapport de la Commission mondiale par leurs Excellences les deux coprésidents de la commission. Nous avons également entendu les commentaires formulés par le Président de la République de Bulgarie, par le Premier ministre de la Nouvelle-Zélande et par les représentants des partenaires sociaux.

Nous allons maintenant entendre quelques mots du Directeur général dans le cadre de cette première Conférence depuis que M. Somavia a été réélu à son poste. J'ai le très grand plaisir de donner la parole à M. Juan Somavia, Directeur général du Bureau international du Travail.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Je tiens à remercier de leurs aimables paroles M. Mkapa, tous les dirigeants ici présents, qui sont venus de si loin pour faire part de leurs idées et de leurs points de vue à cette session de la Conférence ainsi que les représentants des organisations d'employeurs et des organisations de travailleurs et les amis de l'OIT. Merci beaucoup pour les paroles d'encouragements que vous avez tous adressées à l'OIT et à moi-même.

Vous représentez différentes parties du monde. Vous êtes confrontés à différentes réalités économiques et les défis à relever sont tout aussi différents. Merci de nous avoir fait part de votre expérience et de vos idées car il s'agit là d'un cadre de référence remarquable pour les activités que nous devons mettre au point ces prochains jours. Quel riche échange de vues! Je suis sûr que cela aura une influence sur la discussion et je remercie également les représentants du groupe des employeurs et du groupe des travailleurs de leurs observations. Permettez-moi de remercier tout particulièrement la Présidente, M^{me} Halonen, et le Président, M. Mkapa, d'être ici présents, d'avoir présidé conjointement à l'élaboration du rapport de la Commission mondiale et d'avoir fait preuve d'un dévouement sans réserve pour mener à bien cette entreprise. Cette Organisation leur est grandement reconnaissante d'avoir pris la décision de présider ensemble cette commission. Je les remercie de leur courage car il n'était pas facile d'accepter cette décision motivée par des enjeux politiques et de se charger de cette responsabilité. La tâche était complexe et le succès était loin d'être assuré. Ceci n'était donc pas la meilleure invitation. Vous l'avez reçue et vous y avez répondu en tant que politiciens et je vous remercie d'avoir pris ce risque.

L'accueil plus que favorable réservé à ce rapport dans le monde prouve que la mission est accomplie. Comme on a pu le voir ce matin, il contribue à promouvoir le dialogue, à susciter de nouvelles idées et davantage d'intérêts. C'est sans doute la meilleure preuve de son succès. Une mondialisation équitable est le fondement même de la stabilité mondiale et je crois que ce débat nous a permis de nous rapprocher de cet objectif.

Je remercie le Premier ministre, M^{me} Clark, et le président Parvanov de nous avoir fait part de leurs expériences. Il est tout à fait évident, comme l'a fait remarquer M. Parvanov, que les incidences de la mondialisation, lorsque l'on est dans un processus de transition, et qu'il faut créer des structures non seulement politiques mais aussi économiques, nouvelles, sont complexes et difficiles. Mais la décision vous appartient. Madame le Premier ministre, M^{me} Clark, vous avez dit que l'application de toutes ces politiques s'est apparentée à un «Big Bang» et que, brusquement, les gens ont dit: «il semblerait que nous n'ayons pas la même interprétation et nous souhaiterions un gouvernement et un système qui tiennent compte du fait que tout le monde ne bénéficie pas de la situation nouvelle». Je crois que vous avez tous les deux exprimé en termes extrêmement clairs ce dont traite ce rapport. Il s'agit de la formidable occasion qui s'offre à nous si nous ne sombros pas dans l'idéologie. Il s'agit d'instruments incroyables qui existent, à condition que nous nous montrions équitables. Il s'agit du fait que nous ne progresserons pas, à moins d'être capable de dialoguer et de bien comprendre que tout un chacun a sa part de responsabilité dans l'instauration d'une mondialisation équitable.

Il n'est pas une activité aujourd'hui dont on puisse dire qu'elle ne nous regarde pas. Je crois que cela ressort clairement dans les propos de nos dirigeants politiques aujourd'hui. Permettez-moi de vous dire que nous parlons de changement, de «leadership». Le changement que doit subir la mondialisation pour que tout le monde puisse en goûter les fruits, dépend de l'aptitude des dirigeants et c'est précisément ce que nous avons entendu ce matin. Nous

avons besoin de dirigeants, qui n'ont pas peur de diriger, des dirigeants qui prennent des mesures, mais aussi, comme nous l'avons entendu aujourd'hui, de dirigeants qui sont également des visionnaires. Aussi, je vous demande de les applaudir très fort pour ce qu'ils nous ont apporté aujourd'hui.

Original espagnol: Le PRÉSIDENT

C'est avec beaucoup d'intérêt que nous attendons l'exposé que le Directeur général, M. Juan Somavia, fera cet après-midi devant la Conférence sur son rapport intitulé *Une mondialisation juste: le rôle de l'OIT*. Ce rapport marque le début d'un processus qui vise à tirer les conclusions des travaux réalisés

au cours de la période biennale écoulée par la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation.

Cette présentation sera suivie de la discussion en plénière du rapport du Président du Conseil d'administration et des rapports du Directeur général.

Je voudrais remercier très sincèrement les personnalités qui ont eu la générosité et la gentillesse de prendre sur leur temps pour être des nôtres ce matin. Je vous invite à les applaudir chaleureusement.

(La séance est levée à 12 h 15.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Deuxième séance (spéciale)

| | |
|--|---|
| Allocution des chefs d'Etat et de gouvernement sur le rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation: Leurs Excellences M ^{me} Tarja Halonen, Présidente de la Finlande, M. Benjamin Mkapa, Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Georgi Parvanov, Président de la Bulgarie, et M ^{me} Helen Clark, Premier ministre de la Nouvelle-Zélande | 1 |
| <i>Orateurs:</i> le Président, M ^{me} Halonen, M. Mkapa, M. Parvanov, M ^{me} Clark, M. Funes de Rioja, M. Trotman, le Secrétaire général | |